

SUJET 39 :

DOCUMENT : LE SUD PEUT-IL SE DEVELOPPER?



L'exemple des pays émergents asiatiques a montré que le sous-développement n'est pas une fatalité. Au-delà de leur crise récente, ces pays connaissent un niveau de richesse par habitant et des indicateurs sociaux qui se rapprochent, pour la plupart d'entre eux, de ceux des pays du Nord. Pourtant, force est de constater que la très grande majorité des pays en développement restent victimes d'une grande pauvreté, de fortes inégalités et occupent une place marginale dans l'économie internationale. Comment peut-on expliquer cette incapacité au décollage économique et social? Les explications se partagent en deux grandes catégories: les obstacles internes et les obstacles externes au développement.

Parmi les explications internes figure en priorité l'absence d'un Etat souhaitant engager, dans le long terme, des stratégies favorables au développement, ce que les spécialistes appellent un Etat-développeur. Celui-ci organise un système éducatif de qualité pour élever le niveau de la main-d'oeuvre; une redistribution des richesses qui évite de trop grandes inégalités; il donne confiance dans le système financier afin d'aider à mobiliser l'épargne et à l'orienter vers les secteurs les plus dynamiques; il assure le respect des contrats; il favorise l'insertion internationale de son économie tout en sachant protéger temporairement les industries naissantes de la concurrence étrangère; il gère au mieux la conjoncture, surtout quand les temps sont difficiles. Beaucoup de pays en développement, à la fonction publique pléthorique, n'ont connu que les effets négatifs de ces politiques : un secteur éducatif favorisant la construction d'universités réservées aux élites, au détriment de la formation générale de tous; des recettes fiscales faibles, du fait du refus d'imposer les plus riches; un secteur financier donnant la priorité aux clients politiques du pouvoir en place; des investissements réalisés n'importe où et inefficaces, ou bien protégés par un protectionnisme durable favorisant les monopoles locaux; une dégradation de la situation économique et sociale à chaque-à-coup conjoncturel...

La différence entre ces deux politiques tient alors à la qualité des dirigeants en place. Un Etat favorable au développement est celui qui a su développer trois choses. D'abord, des capacités de décision, afin de fixer des objectifs cohérents de développement sur le long terme. Ensuite, des capacités de légitimation : faire accepter ses objectifs par l'ensemble de la société. Enfin, des capacités de mise en oeuvre de ses choix politiques, par exemple une administration qui fonctionne. Il n'existe aucune recette miracle. Le pouvoir de décision peut être plus ou moins centralisé ou collegial, mais il est fréquemment limité à un petit nombre de personnes dans les pays qui ont réussi. De fait, le mode de légitimation n'est pas toujours démocratique, au sens où l'on entend généralement, avec élections régulières et multipartisme. Il est même plutôt autoritaire, mais dans des configurations politiques qui assurent une certaine légitimité par d'autres moyens (élections locales, lieux autorisés d'expression de la contestation, amélioration des conditions de vie quand la

stratégie porte ses fruits). De manière générale, comme l'indiquait la Banque mondiale dans son rapport sur le développement dans le monde de 1997, « aucun type de régime ne garantit le progrès économique et social ».

Savoir si un Etat est favorable ou non au développement est lié à l'histoire de chaque pays et à la façon dont les relations sociales s'y sont construites. Un développement réussi requiert la présence d'un Etat qui soit le lieu de compromis économiques, politiques et sociaux favorables.

La qualité de l'Etat n'est pas la seule clé du développement. Les pays du Sud évoluent dans un environnement international qui leur est plus ou moins favorable. Les pays asiatiques ont ainsi bénéficié, au moment de leur développement, d'un commerce mondial en pleine expansion, d'une importante aide des Etats-Unis et d'un climat idéologique qui leur a permis de mettre en œuvre des politiques où l'Etat a pu prendre toute sa place, dans un sens positif pour le développement.

Le contexte actuel est moins favorable. La pression en faveur du libéralisme limite l'autonomie des Etats. Dans le domaine financier, la libéralisation rapide des systèmes bancaires, opérée sous la pression du Fonds monétaire international dans les années 90, les a fragilisés, favorisant des entrées massives de capitaux, lesquelles se sont souvent traduites par un accroissement des prêts locaux dans des projets spéculatifs ou douteux.

Certes, tous les pays qui connaissent un début de développement tentent de séduire les investisseurs financiers, afin de bénéficier de la libéralisation Internationale des mouvements de capitaux. Mais, comme l'a montré la crise de la dette des années 80, ainsi que les crises au Mexique, au Brésil, en Argentine ou en Asie, une trop grande dépendance face aux crédettes privés internationaux accroît la volatilité des sources de financement du développement. Or, celui-ci a besoin d'un financement stable sur le long terme, notamment d'investissements directs dans l'économie réelle.

Les dirigeants des pays du Sud ont longtemps cru que l'ouverture aux investissements étrangers ne faisait que les mettre sous la coupe des multinationales. Aujourd'hui, face à l'extension du capitalisme et de l'économie de marché au niveau mondial, les gouvernements du Sud cherchent plutôt à définir les politiques qui vont permettre d'attirer sur leur territoire les investisseurs étrangers. Car ceux-ci permettent, par leurs liens avec les maisons mères, un accès aux marchés du Nord et ils représentent une source de financement et de transferts technologiques indispensable. Ils peuvent ainsi, s'ils sont encadrés convenablement, aider à la diversification du tissu d'activités local.

**Source : Alternatives économiques, Hors serie
N°44 2^e trimestre 2000**

A l'aide du texte et de vos connaissances, repondez aux questions:

ECONOMIE GENERALE :



- 1) Définissez :
 - Parité de change
 - Balance des paiements
- 2) Quels sont les effets de la libéralisation internationale des mouvements de capitaux sur les pays du Sud?
- 3) Qu'est-ce qui freine le développement des pays pauvres?
- 4) Expliquez la stratégie de l'industrie de substitution aux importations.

ECONOMIE ET ORGANISATION DES ENTREPRISES :

- 1) Définissez :
 - Oligopole



- Décision
 - Stratégie de produit
- 2) Expliquez les différents modes de régulation du système entreprise.
- 3) Le texte dit : « Le pouvoir de décision peut-être plus ou moins centralisé ou collégial ». Quels sont les avantages et les inconvénients de ces deux modes d'exercice du pouvoir?

BTS TERTIAIRE 2^{ième} session 2004